



## LE PROGRAMME CADRE DES CITOYENS

Le 3 décembre dernier, j'ai annoncé que je me portais candidat à l'élection présidentielle. J'ai alors indiqué que ce n'était pas pour prendre le pouvoir et le garder, mais pour le donner aux citoyens, aux territoires, à tous ceux qui agissent.

Oui, je suis le candidat des citoyens, de tous ceux qui ne comptent pas, de tous ceux qui sont oubliés, et qui pourtant agissent chaque jour pour régler concrètement des problèmes.

Je les connais, ces oubliés de la République, car depuis dix-sept ans à travers le programme populaire Lire et Faire Lire que j'ai cofondé, et surtout depuis trois ans avec le mouvement des Zèbres, je suis parti à leur rencontre. Pour agir ensemble.

Oui, durant toutes ces années, j'ai fait de la politique, car dans faire de la politique, le seul mot important, c'est faire. Faire avec, pas faire à la place des autres.

J'ai donné trois années de ma vie pour sillonner toute la France et identifier des centaines de maires ruraux, de responsables associatifs, de chefs d'entreprise, de fonctionnaires. Tous de grands faiseurs qui réparent déjà la France, avec humilité. Des citoyens sans lesquels plus rien ne fonctionnerait depuis longtemps dans notre beau pays.

Qu'ai-je entendu et constaté ? Que l'État central au lieu de les aider, les entravait et les freinait de plus en plus. Moins la technocratie sait agir, plus elle contrôle. Le mode de pensée qui a créé nos problèmes ne peut pas être celui qui va les résoudre.

A force de se perdre dans des détails dont il ne devrait pas s'occuper, l'État ne fonctionne plus comme il le devrait : les minimums ne sont plus des minimums. Notre système fiscal est devenu injuste et incompréhensible ; la Justice n'est ni indépendante, ni efficace faute de moyens ; l'Éducation n'a de nationale que le nom, et 20% de nos enfants entrent au collège sans maîtriser l'écrit ; le carcan social bloque les entreprises sans protéger les salariés ; la santé, jadis notre grande fierté collective, est en train de s'effondrer.

Face à ce désastre collectif, les citoyens sont des spectateurs sans prise sur leur destin au lieu d'être des acteurs responsables. Cela suffit. Changer de politique ne suffit plus. Le fonctionnement de notre système pyramidal est en cause.

Or aucun des candidats déclarés ou potentiels ne change la méthode. Aucun ne met sincèrement au cœur de son projet le rôle des communes, des départements et des régions, celui des gens qui agissent et celui des citoyens. Pour eux, la France réelle est un décor, ceux qui agissent des anecdotes et les citoyens des électeurs, juste des électeurs, pas des acteurs.

Ces candidats - tous issus du système qu'ils dénoncent - apportent des réponses hors sol à des problèmes qu'ils connaissent à travers des statistiques. Au lieu de s'appuyer sur les professionnels qui obtiennent des résultats, ils écrivent des programmes détaillés rédigés par des technocrates, des techniciens, pas des praticiens.

Aussi ai-je compris que je ne pouvais plus me contenter d'agir sur le terrain, et qu'il était de ma responsabilité de me lever pour aider à réparer la France. Que me présenter n'était pas un risque, mais une nécessité dans un contexte où les extrêmes ont le monopole des colères.

Pas de malentendu : ceci n'est pas une démarche personnelle, mais un élan porté par tous ces faiseurs que je connais bien et qui sont tous ensemble la solution à notre problème. Par les soixante mille Françaises et Français qui ont rejoint les Maisons des Citoyens que j'ai

lancé en septembre dernier. Par les plus de deux millions et demi de Français qui suivent au travers de nos pages web ce que nous entreprenons. Et par tous ceux qui vont nous rejoindre dans les jours et semaines qui viennent.

Ma candidature est une proposition de changement de méthode : ne pas venir avec des solutions toutes faites conçues à Paris, mais les co-construire avec tous les citoyens et nos territoires. Les gens qui savent de quoi ils parlent.

Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement ? Le réel est trop complexe, la diversité des situations trop grande, la richesse des connaissances des acteurs trop importante. Quelle absurdité d'ignorer et de mépriser les gens !

## **QUELLE EST LA MÉTHODE QUE JE PROPOSE ?**

### **1. Associer systématiquement les professionnels concernés, et plus largement les citoyens, à la construction des solutions**

Normal et évident, non ? Et pourtant, ce n'est pas du tout le cas actuellement : des hôpitaux sont construits sans associer le corps médical qui y travaillera ; les boulangers découvrent qu'ils ne peuvent plus faire venir leur apprenti qu'à partir de six heures du matin, c'est à dire quand le pain est cuit ; à cause de la réglementation obligatoire pour les handicapés, la taille des salons des familles modestes diminue pour financer les m<sup>2</sup> additionnels dans les toilettes, même si aucun handicapé n'est présent dans le foyer familial ; etc.

Pourtant, le corps médical est bien le mieux placé pour savoir comment il faut travailler dans le domaine de la santé, les enseignants pour savoir comment enseigner, ou les militaires et les policiers pour inventer l'armée de demain et améliorer notre sécurité.

Et les citoyennes et les citoyens, même s'ils ne sont pas les professionnels d'un sujet, sont impactés dans leur vie quotidienne par les choix faits : chacune ou chacun est un patient actuel ou potentiel ; la mère, le père, l'oncle ou la tante d'un élève ; la victime ou le bénéficiaire d'une protection réussie ou manquée. Associons-les à la décision qui les concerne !

### **2. Ne plus partir d'une pensée théorique et hors-sol, mais du réel, de ce qui a été expérimenté et marche quelque part.**

Pourquoi diable si cela règle déjà des problèmes localement en France ou dans un autre pays, cela ne marcherait-il pas ailleurs ?

Au lieu d'inventer de toutes pièces et vouloir imposer à tous la même solution, pourquoi ne pas identifier un bouquet de solutions déjà éprouvées, les mettre en forme, les soutenir et les diffuser.

C'est la logique que j'ai développée au sein de Lire et Faire Lire, et de Bleu Blanc Zèbre, et... cela marche !

### **3. Ne pas vouloir imposer des réponses rapides, car elles sont alors forcément bâclées ou incomplètes, mais créer des processus pour que des solutions émergent.**

Par exemple, il est vrai que le coût de notre fonctionnement public est trop élevé et pèse sur le bon fonctionnement du pays, mais vouloir couper rapidement dans les dépenses n'a pas de sens, et n'aboutira qu'à créer le chaos économique et social.

Cela doit être le résultat d'un changement de mode de fonctionnement qui, progressivement, génère les économies en supprimant les complexités et les dépenses inutiles. J'y reviendrai plus loin.

#### **4. S'appuyer sur quelques valeurs communes qui doivent cimenter notre nation et redonner une fierté collective au fait d'être Français.**

Voilà celles que je vous propose. Ce sont bien celles de la Maison des Citoyens :

- *Comprendre que la diversité fait partie de notre histoire, et que, même si elle est souvent à court terme source de tensions et de difficultés, elle est notre richesse* : trier entre les Français, quel que soit le critère de tri, est non seulement moralement condamnable, mais absurde, car source d'appauvrissement collectif.
- *Faire de la bienveillance un ciment pour tisser tous ensemble une société ouverte et dynamique* : être bienveillant, ce n'est ni être naïf, ni tout accepter. C'est ne pas faire du conflit le mode normal d'entrée en relation. Ne pas demander à l'autre d'abandonner ses différences, mais seulement d'accepter les miennes. Regarder d'abord les opportunités positives, sans se focaliser immédiatement sur les risques et les dangers.
- *Ne plus accepter une quelconque injustice ou privilège* : nous devons remettre en cause tous les régimes spéciaux – en premier ceux qui concernent tous les politiques, les fonctions gouvernementales et de tous les dirigeants. Les droits et les devoirs doivent être les mêmes pour tous. Revenons aux valeurs de la République.
- *Porter haut et loin le drapeau de notre langue commune, le français* : c'est notre véritable étendard, et qui résonne déjà bien au-delà des frontières de notre pays. C'est un étendard que tout Français, quelles que soient son origine et son appartenance sociale, doit maîtriser. Être Français, ce n'est pas avoir nécessairement pour ancêtre des Gaulois, c'est parler français ! Notre vrai et noble passeport, notre culture sédimentée et incarnée dans nos mots qui n'appartiennent pas à l'État mais à notre peuple.

#### **5. Avoir un Président qui préside et qui ne se confond ni avec le chef de gouvernement, ni avec l'Assemblée Nationale.**

Le Président doit présider, le gouvernement gouverner. Cela fait si longtemps que ce n'est plus le cas que nous avons tous oublié que le premier Président de la V<sup>ème</sup> République ne gouvernait pas, mais présidait.

J'en appelle à un Président centré sur la méthode et la défense des valeurs.

Un Président qui n'interfère ni dans la vie quotidienne de l'action gouvernementale, ni dans le processus de l'élaboration des lois et règlements, ni dans les discussions techniques à mener avec les professionnels.

Un Président qui s'assure que les échéances prévues seront tenues, qu'il n'y a pas de contradictions entre les résultats demandés et les moyens alloués. Et que, chaque jour davantage, les territoires et les citoyens soient bien le cœur vivant de notre pays.

Un Président qui s'investit sur la scène internationale pour y défendre nos valeurs et notre identité – notre langue – en premier en Europe, et plus largement partout où cela est nécessaire.

Un Président qui se bat pour, comme en France, refondre l'Union européenne à partir de grands programmes citoyens, et pour revenir à une diplomatie de la paix reposant sur le renforcement des États stabilisateurs. Ces deux points seront développés plus loin au début de mes propositions sur l'exercice d'un État recentré.

## **QUEL EST LE CADRE DU PROGRAMME QUE JE PROPOSE ?**

Pour être cohérent, je ne vais pas vous proposer un programme détaillé puisque celui-ci doit être coproduit, mais en définir le cadre pour lancer le travail collectif qui, volontairement, prendra parfois du temps. Nous déciderons ensemble - dans les mois qui viennent - les premières mesures qui enclencheront un changement de méthode et les sujets qui méritent que la nation prenne le temps de la co-construction avec les professionnels directement concernés.

Ce programme s'organise autour de quatre grands chantiers auxquels les citoyens sont invités à participer :

- Comment donner du pouvoir aux territoires,
- Comment passer à une vraie démocratie citoyenne,
- Quels grands programmes citoyens, ces outils opérationnels issus du terrain pour réparer les grandes fractures de notre pays,
- Quel rôle pour un État recentré.

### **1. DONNER DU POUVOIR AUX TERRITOIRES.**

Pourquoi est-il essentiel de sortir des quatre siècles de centralisation et de politique descendante ? Parce que loin de produire de la liberté, de l'égalité et de la fraternité réelles - comme on aurait pu l'espérer -, la centralisation a conduit à un triple mensonge : une confiscation historique du pouvoir par une classe parisienne hors-sol, un renforcement des puissants et des favorisés du système, un éclatement de notre société qui conduit à un durcissement des égoïsmes et des réflexes identitaires.

La solution ne peut plus venir du haut, mais des territoires vivants. Là où le peuple vit avec intelligence, aime, ose, crée. Là où des élus courageux inventent des solutions qui marchent vraiment. Là où l'on peut résoudre les vrais problèmes à partir du réel et non à partir de rapports : l'emploi, le logement, la santé, l'agriculture, l'environnement, etc. Là où l'on peut allier toutes les énergies pour fabriquer à nouveau de l'espoir crédible.

Voilà donc le premier pilier que je propose pour notre projet : donner enfin du pouvoir aux territoires et à tous ceux qui les pilotent.

Comment ? Nous allons y travailler avec tous ceux qui auront rejoint le mouvement Les Citoyens.

Voici trois idées que je mets sur la table, parce que je les crois essentielles.

#### **Faire évoluer notre organisation territoriale.**

Bon nombre des responsables politiques nationaux considèrent que l'existence du département est une source de problème et un héritage du passé. Je crois au contraire que c'est un maillon essentiel pour quiconque veut réellement décentraliser la gestion

opérationnelle de ce qui est aujourd'hui géré par l'État. La Région est trop loin – surtout depuis la dernière réorganisation – et la commune souvent trop petite.

Oui, le département est indispensable, mais il est actuellement beaucoup trop grand : la solution n'est pas de supprimer les départements, mais d'augmenter leur nombre afin que leur périmètre corresponde à la réalité des territoires - nos bassins de vie - et non plus à des logiques administratives. Je note d'ailleurs que la naissance de la métropole du Grand Lyon s'est traduite par une division du département du Rhône en 2.

Combien faudrait-il de nouveaux départements ? Quels seront les nouveaux périmètres ? Ce n'est ni à moi, ni à une cohorte d'experts parisiens d'en décider. Je propose cet axe de travail et le lancement d'un processus partant des communes et des habitants pour répondre à ces questions.

Je n'y mettrai que deux contraintes : que les périmètres correspondent à la réalité de la vie des citoyens - les fameux « bassins de vie » - et que la réponse soit donnée pour fin 2017. Pour cela, nous proposerons une méthodologie claire à suivre ainsi que les moyens à prévoir.

C'est la même logique que je veux voir employer pour les regroupements des communes : mettons immédiatement fin aux intégrations brutales conduites par des processus administratifs. Ce sont aux élus locaux de les conduire librement, eux qui pilotent les briques de base que sont nos communes, ces lieux de vie et d'exercice premier de la citoyenneté.

### **Rendre cohérente la tutelle des collectivités locales – communes, départements, régions.**

Aujourd'hui un seul maître : l'État central lointain, autoritaire. Quelle que soit la collectivité locale, son tuteur est l'État.

Je pose ici une question : est-ce cohérent avec un pays vraiment décentralisé ? Ne serait-il pas plus logique que chaque région exerce la tutelle sur la collectivité de taille juste inférieure ? Ou formulé autrement que l'État n'exerce la tutelle que sur les Régions, à charge pour elles d'en faire de même sur les Départements révisés, et ceux-ci sur les communes.

Plus simple, plus responsabilisant aussi. Et du coup plus besoin à l'État d'avoir de partout des préfets le représentant, mais juste pour les fonctions régaliennes relevant de lui et nécessitant des représentations locales.

### **Donner aux Régions les moyens de piloter opérationnellement les politiques pour lesquelles la dimension territoriale est essentielle, à savoir pour commencer : la santé, l'emploi, le logement et l'agriculture.**

Depuis Paris, en effet, sur de tels sujets, on devrait se contenter de réfléchir au sujet clé des minimums à garantir à tout citoyen, c'est-à-dire quel niveau de service est garanti en tout point du territoire et comment je suis remboursé et sur quoi – j'y reviendrai quand j'aborderai le rôle de l'État recentré –, mais pas plus : les situations sont tellement diverses selon les lieux qu'un raisonnement par moyenne n'a aucun sens.

Aussi je suggère d'étudier dans les semaines qui viennent l'idée de rattacher immédiatement les Agences Régionales de Santé aux Régions en en faisant des Établissements publics de Régions, et non plus d'État. Idem pour tous les organismes gérant les questions d'emploi comme Pôle Emploi dont les Directions Régionales seraient rattachées à la Région, le siège se trouvant réparti entre tous les Régions. Pour le logement, finir de couper les liens entre tous les offices avec l'État. Pour l'agriculture, même principe de raisonnement.

Pour l'éducation, je propose que nous décidions ensemble des premières mesures d'une révolution de la confiance dans les enseignants. Puis, nous prendrons le temps d'une co-construction plus longue afin que les enseignants, dans leur ensemble, soient bien acteurs de la décentralisation du système qui ne peut, lui non plus, continuer de fonctionner de manière pyramidale. Les décisions hors-sol prises à Paris, loin des professionnels, ça suffit !

## 2. PASSER À UNE DÉMOCRATIE CITOYENNE

Chaque Française et Français est un adulte qui est libre de décider pour sa vie personnelle et familiale. Aucune autorisation administrative n'est nécessaire pour avoir le droit d'avoir des enfants et de faire des choix pour leur éducation.

Alors pourquoi comme citoyen n'en est-il pas de même ? Pourquoi n'être consulté que tous les cinq ou six ans à l'occasion des élections ? Une démocratie citoyenne s'exerce pendant les mandats. Elle complète la démocratie représentative.

Autre aberration du système actuel : il est impossible à chacune ou chacun d'entre nous de connaître les conséquences des choix qu'il fait quotidiennement en achetant ce produit plutôt qu'un autre. Pourtant d'un produit à l'autre les conséquences en matière d'environnement ou d'emploi ne sont pas du tout les mêmes.

Voilà donc le deuxième pilier de mon programme : permettre à la démocratie citoyenne de marcher sur deux jambes complémentaires, une politique, une économique. Des citoyens acteurs qui sont en capacité de participer à la vie de leur pays, des citoyens informés qui font leur choix en connaissance de cause.

Je propose dix idées que, comme pour les territoires, je mets sur la table afin d'amorcer le débat. Participez, proposez, argumentez ! Ce sujet plus qu'un autre est le vôtre !

1- Tout d'abord, faire en sorte que la politique ne puisse plus être un métier à temps plein de la sortie de sa scolarité à son entrée dans la tombe. On ne doit plus y faire carrière. Cela doit devenir un temps pendant lequel on met ses compétences au service du plus grand nombre avant de se retirer pour laisser la place aux autres.

Je suis donc favorable à l'interdiction du cumul d'un grand nombre de mandats exécutifs dans le temps, de quelle que nature qu'il soit (membre de l'exécutif d'une commune, d'un département ou d'une région, député, sénateur). Combien ? Débattons-en. Personnellement il me semble que trois est un bon compromis pour permettre l'acquisition de connaissance, sans que cela puisse devenir une profession. Mais plein de cas particuliers doivent être évoqués : en zone rurale peu peuplée, faut-il limiter les mandats ? Débattons !

2- Je propose que la loi sur la parité des sexes en politique soit enfin appliquée sans aucune possibilité légale pour les partis politiques - dont le nôtre ! - de ne pas la respecter en payant des amendes. Une démocratie citoyenne doit se faire, à parité, avec des femmes et des hommes. Cette question ne doit plus être un débat. Qu'en pensez-vous ?

3- Si le « quoi faire » doit rester du ressort de la loi et de l'action gouvernementale, le « comment faire » doit être validé ou piloté directement par les professionnels du secteur impacté. Cela revient à remettre en question le monopole par la haute administration de la définition du « comment on fait », notamment des décrets d'application, afin d'éviter les « dispositifs hors sol » que nous connaissons tous.

Chaque profession devra proposer au gouvernement un mode de collaboration/co-construction impliquant les représentants des organisations traditionnelles, ainsi que de simples professionnels tirés au sort. Le citoyen doit compter, ne plus subir des systèmes qui le rendent fou. Débattons de ces modalités concrètes, secteur par secteur d'activité.

Est-ce que ceci doit conduire à créer une Chambre citoyenne composée de citoyens tirés au sort ? Pourquoi pas. Nous confions bien notre vie à des jurys d'assise, pourquoi pas nos lois.

4- Toute décision concrète d'une grande administration doit pouvoir être remise en cause par les citoyens à partir du moment où une pétition rassemble un nombre minimal de citoyens. Débattons-en ! Je pense par exemple à la décision de Pôle Emploi de ne plus permettre l'inscription des chômeurs que par internet. Qu'en pense le peuple pour qui Pôle Emploi a été créé ?

5- Les associations de maires, élus en contact direct avec les citoyens, doivent être associées à tous les choix des grandes administrations qui impactent leur territoire. Faut-il étendre le mode de collaboration qui a été initié et proposé par la Poste, notamment par l'ancien Président de la Poste M. Bailly ? Il y a là un modèle qui, pour imparfait qu'il soit, a le mérite d'exister.

6- Autre brique indispensable pour aller vers une démocratie citoyenne : mettre en place comme en Suisse des référendums locaux et nationaux. Ce qui fonctionne sur une rive du lac Léman n'a pas de raison de ne pas fonctionner sur l'autre ! Débattons de leur périmètre dans un premier temps.

Mais pour que de tels référendums puissent être efficaces et pour que les citoyens puissent exprimer un réel contre-pouvoir face aux élus locaux, faut-il encore qu'ils soient informés. La mise en place d'un accès facile et aisé à toutes les données publiques est donc nécessaire.

Sans attendre une quelconque élection, le mouvement Les Citoyens prendra une initiative au tout début 2017 qui permettra déjà à tout citoyen d'avoir accès à des données détaillées concernant chaque commune.

7- Autre sujet : la comptabilisation des votes blancs. Une demande simple, logique et facile à prendre en compte, non ? Permettre aux citoyens qui ne se retrouvent dans aucune des propositions faites, de pouvoir compter. Tout simplement !

8- Toujours sur ce sujet de l'élection et de la comptabilisation des voix, je veux ouvrir le débat sur le droit de vote des immigrés. Est-il normal de ne participer en rien à la vie démocratique d'un pays où l'on habite, travaille et paie des impôts ? N'est-ce pas un outil d'intégration progressive ? Débattons-en !

9- Enfin, je crois qu'il faut être plus ambitieux et se poser la question d'une réelle refonte constitutionnelle. La nôtre est née d'une vision jacobine et centralisée de l'exercice du pouvoir, et fait peu de place aux citoyens. Simplement, cela ne peut pas être fait de façon démocratique et ouverte en un an. Cela doit être l'œuvre d'un quinquennat. Son acte final.

Je proposerai donc un processus pour construire tous ensemble une nouvelle constitution, qui serait soumise à l'approbation de tous à la fin 2021.

10- Dixième point, fondamental, la deuxième jambe de la démocratie citoyenne : l'information sur ce que l'on achète. Par notre façon de consommer, nous sommes citoyens éclairés ou non !

Je propose d'ouvrir dès à présent un chantier collectif sur l'élaboration d'un système d'étiquetage simple permettant d'un coup d'œil de comparer les impacts en matière d'environnement et d'emplois en France.

Pourquoi pas par exemple un code couleur indiquant la part de valeur ajoutée réalisée en France : vert si plus de 90%, rouge moins de 10% et une ou deux autres couleurs pour des valeurs intermédiaires. On pourrait aussi inclure une information parallèle pour la part européenne... Ainsi, nous voterons en consommant tous les jours.

### **3. LES GRANDS PROGRAMMES CITOYENS.**

Cette partie du programme me tient particulièrement à cœur. Je la détaillerai au mois de janvier mais je veux dès à présent que chacun puisse y contribuer.

Il s'agit de définir les grands programmes initiés par de simples citoyens, des entreprises, le monde économique, l'économie sociale et solidaire, de simples fonctionnaires, des associations, des fondations ou des élus locaux pour guérir efficacement les grandes fractures du pays.

Ces programmes partiront d'expériences réussies - de grande ou petite taille - qui doivent être étendues à l'ensemble de notre territoire, financées par l'État et proposées comme outil d'action à nos collectivités territoriales. On n'impose rien !

Il s'agit de parier sur l'intelligence collective des gens qui agissent plutôt que sur l'intelligence de quelques uns à Paris.

Ma connaissance de ces outils efficaces - dans tous les domaines - est vaste, mais il est essentiel que chacun participe au signalement des bons opérateurs - quel que soit leur statut juridique - dont le pays a réellement besoin. C'est avec eux que nous devons co-construire les politiques publiques nationales et au niveau de nos bassins de vie.

Donnons les clefs à celles et ceux qui savent faire et construisons les grands programmes citoyens efficaces que nous proposerons ensuite à l'Europe pour mobiliser, dans l'ensemble de l'Union, les sociétés civiles sur des programmes concrets et utiles.

### **4. UN ÉTAT RECENTRÉ**

Je ne vais pas donner ici et maintenant une réponse exhaustive, mais simplement les lignes essentielles. J'aurai l'occasion de revenir plus spécifiquement sur ce thème prochainement.

Première remarque : nous ne pouvons pas continuer avec un budget en déséquilibre et un niveau de prélèvements publics largement supérieur à nos voisins, ce sans avoir un service rendu à hauteur de l'écart de prélèvement.

Je n'accuse en rien ni les fonctionnaires dévoués, ni les salariés des organisations publiques. Je connais leur engagement.

Non ceci est dû à l'absurdité et à la complexité de nos structures collectives. Aussi à l'excès de centralisation et la non-implication des professionnels de terrain qui conduisent à des achats inutiles et à des modalités de fonctionnement inefficaces.

La solution n'est certainement pas dans des actions brutales où l'on va chercher à réduire les effectifs sans remettre en cause les processus en place. Cela n'aboutirait qu'à enrayer un peu plus la machine économique globale et à une implosion sociale.

**Je propose une démarche autre : inventer un processus qui générera progressivement des économies croissantes tout en accroissant l'efficacité collective.**

Nous allons y travailler dans les semaines qui viennent avec tous ceux qui voudront nous rejoindre.

Autre remarque directement liée à la précédente : alors que nous avons considérablement réduit nos dépenses militaires, nous dépensons un point de PIB (Produit Intérieur Brut) de plus que nos pays voisins, soit vingt Milliards d'euros. Or malgré cela, notre armée est au bord de la rupture.

Il est donc important de dire que nous ne pouvons plus faire face seuls à la nécessité de renforcer les moyens alloués à la Défense. Sans les concours de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne, de la Belgique et plus largement des pays de la zone euro, je ne vois pas de solution.

Ayons donc le courage de poser la question suivante à nos voisins et amis : comment modifier l'articulation entre nos pays pour aller progressivement vers une Défense commune ? Nous ne pouvons pas « sous-traiter » à un quelconque tiers une question aussi importante. Surtout en ce moment.

Et cela pose immédiatement la question de l'Europe, et de la mise en place ou non en son sein d'un noyau au sein duquel les liens seraient renforcés.

Ce qui amène à poser dans la foulée la question fiscale : la France ne peut continuer avec un système aussi complexe dans lequel seuls les puissants se retrouvent, et qui n'est plus « compétitif » par rapport à nos voisins.

Je n'ai pas à ce stade de remède miracle et ne fais qu'ouvrir le débat. A cela aussi nous devons répondre dans les quelques mois qui viennent : faut-il ne plus faire payer d'impôts à ce qui reste dans le circuit économique ? Faut-il accroître les droits de succession sur les grandes fortunes pour alléger voire supprimer l'ISF (Impôt de Solidarité sur la Fortune) ? Comment passer à un prélèvement à la source ?

Cette réforme fiscale doit aussi avoir pour objectif de lutter contre les inégalités qui se creusent rapidement ces dernières années : la mondialisation et l'essor du numérique ne doivent pas conduire inéluctablement à la concentration de la fortune dans les mains d'un nombre de personnes de plus en plus petit. Il n'y a pas de fatalité.

Mais l'État ne doit pas être qu'une machine économique qui ne se préoccupe que des grands équilibres. Il ne doit pas se désintéresser de la vie des Français et de ce qui se passe dans les territoires.

Quel pourrait bien être son rôle dans une France largement décentralisée ?

D'abord être le garant des minimums à rétablir : ce à quoi tout Française et Français a droit quel que soit l'endroit où il habite. Par exemple : une maternité à moins de 30 mn, une justice qui rend tous les jugements, appel compris, en 18 mois maximum, un système éducatif qui amène tout enfant à tel âge à avoir atteint tel ou tel niveau, la possibilité de pouvoir circuler sans risques personnels, l'accès à une nourriture saine, etc.

Je vais donc proposer pour chaque sujet – l'Éducation, la Santé, la Justice, l'Environnement, la Sécurité, l'Énergie, etc. -, un processus qui regroupera tous les professionnels concernés pour qu'ils définissent les minimums communs et les moyens requis pour les atteindre. Une validation de la faisabilité sera faite, ce qui pourra amener à les réviser.

Que tous ceux qui ont envie de s'impliquer sur tel ou tel thème, rejoignent dès maintenant le mouvement Les Citoyens. Nous serons dotés dès janvier d'une plateforme qui permettra d'amorcer ce travail en commun.

Reste deux grands chantiers nationaux pour le programme des Citoyens : la nécessité d'une relance de l'Aménagement du Territoire et d'un nouveau contrat social.

Sur la première, je trouve sidérant que l'État depuis maintenant quarante ans ait pu abandonner tout Aménagement du Territoire, c'est-à-dire tout regard transverse et horizontal entre les actions qu'il mène.

C'est ainsi que l'on a laissé les ports français ne pas être connectés avec leur arrière-pays, les rendant chaque année moins compétitifs avec leurs concurrents européens. Que l'on a laissé le port de Fos sur Mer ne pas être connecté à une autoroute. Que l'on a construit des lignes de train TGV qui traversent les campagnes au lieu de les irriguer. Que l'on a laissé les villes moyennes et toute la ruralité devenir le parent pauvre de tous les arbitrages, poussant la caricature en considérant qu'un rural vaut deux fois moins qu'un urbain.

Il est urgent que cela cesse. Je proposerai donc de recréer immédiatement une Délégation à l'Aménagement du Territoire qui sera directement rattachée au Premier ministre. Elle aura pour but de veiller à la bonne articulation des politiques nationales entre elles, et d'apporter son expertise aux Régions.

Je crois qu'il y a aussi place pour quelques actions d'envergure. Des actes ambitieux qui vont redonner un élan à la France.

Pourquoi ne pas inventer la cité administrative du futur à Vincennes ? Pourquoi ne pas profiter de l'espace disponible autour du Bourget pour y faire jaillir une cité du futur ? Pourquoi ne pas lancer un concours à projet avec toutes les Régions ?

Pourquoi ce qui est possible dans les sables de Dubaï ou dans la moiteur torride de Singapour ne le serait pas à la proue de l'Europe ?

Arrêtons d'être frileux et dépressif !

Cette réinvention de l'Aménagement de Territoire – qui fut d'ailleurs un des apports majeurs du Général de Gaulle lors de son retour au pouvoir – doit aller de pair avec un nouveau contrat social. Ambition territoriale et ambition sociale vont ensemble. Les deux faces d'une même pièce. La pièce de la relance de la grande France.

Comment est-ce que je vois ce nouveau contrat social ?

Il doit permettre de trouver les nouvelles bases adaptées au monde actuel et à celui qui est en train d'émerger : la vague numérique est là, et donnera son plein impact dans les années qui viennent. Compte-tenu de ses capacités dans le domaine des mathématiques et du capital accumulé, la France est bien placée pour en tirer parti... à la condition de diminuer ses rigidités.

Je vois les discussions porter simultanément sur cinq sujets qui, tous ensemble, peuvent permettre d'aboutir à un nouveau contrat social qui tout à la fois renforcera les sécurités individuelles et collectives, et donnera plus de souplesse au fonctionnement des entreprises.

Ces cinq sujets sont :

- La mise en place d'un Revenu universel dans des conditions permettant d'assurer son financement et sans qu'il ait un effet négatif sur l'implication par rapport au travail,

- L'engagement d'un véritable big bang sur les normes qui, dans tous les secteurs, freinent la possibilité d'agir. Le contrat social doit aider l'action, plus la freiner. Faut-il procéder, secteur par secteur, à un retour en arrière à la date à partir de laquelle les normes sont devenues folles ? Puis, ne recréer que le strict nécessaire, en étant prêt à assumer si nécessaire un conflit avec l'Union européenne,
- Le passage à un contrat de travail unique à droit croissant,
- La mise en place d'une retraite par point qui permette à chacun de décider quand il la prend,
- La sortie du paritarisme de la gestion dans le domaine de l'emploi, la santé et la formation professionnelle afin de permettre de nouvelles modalités de fonctionnement.

Mon projet n'est pas d'imposer telle ou telle solution, mais de créer les conditions d'un vrai débat avec pour objectif d'aboutir dans un délai de 18 mois.

Enfin, je veux finir ce premier cadre pour le programme des Citoyens, en abordant l'Europe et les Affaires internationales.

L'Europe ne peut plus continuer à n'être qu'un ventre mou et un appareil normatif, un système hors-sol que les peuples refusent. Là encore, les minimums ne sont plus assurés. La refonte du fonctionnement de l'Union sera un chantier prioritaire. Nous initierons des projets européens structurants, des actions très concrètes sur le modèle des grands programmes citoyens que nous construirons en France, impliquant la société civile et bénéficiant directement aux peuples. En Europe comme en France, je veux des citoyens acteurs.

Les Affaires internationales seront, elles, guidées par une diplomatie de la paix reposant sur le renforcement des États stabilisateurs : il faut des États forts dans les zones fragiles. Nous avons renoncé à notre spécificité : être des guerriers de la paix, parlant à tout le monde. Ayons le courage de comprendre les liens entre l'accroissement du terrorisme et notre action dans des pays lointains. Revisitons le rôle de l'OTAN et de celui de la France en son sein. Redevenons fidèles à notre grande tradition française d'indépendance. Rouvrons, en puissance libre, le chantier de la sécurité collective en Europe.

Voilà le cadre que je vous propose.

Tout ne fait que commencer !

Dès janvier la plateforme de co-construction de ce programme sera opérationnelle.

Que tous ceux qui sont intéressés, rejoignent le mouvement Les Citoyens pour y participer activement.

La France de demain sera forte grâce à la diversité de ses territoires et de ses citoyens.

Le 11 décembre 2016,



Alexandre Jardin